AINSI CHANGE LA PLANÈTE · CHAPITRE 2

CHAPITRE 2 · AINSI CHANGE LA PLANÈTE

■ ■ − la piraterie somalienne est née d'abord de la volonté des pêcheurs de sauvegarder les ressources halieutiques - ou gérées par des Etats complices (Sierra Leone, Afghanistan, Pakistan); activités protégées par des Etats complaisants (Japon avant 1991 à l'égard des yakusas, Chine aujourd'hui avec les triades, ou Israël refusant jusqu'en 2010 d'entrer dans l'Organisation de coopération et développement économiques [OCDE], qui l'obligeait à lutter contre la corruption sur les marchés internationaux) ou commercialisation dans les pays à haut niveau de vie et circuits de blanchiment (paradis fiscaux, grandes places financières internationales); enfin, investissement dans des secteurs d'activité de pays stables (télécommunications en Europe de l'Est, immobilier en Floride ou sur la Côte d'Azur...). L'économie allemande semble devenue la cible d'investissement privilégiée de la « Pizza Connection » calabraise, comme le montre le massacre du 15 août 2007 à Duisburg¹.

La mondialisation a fourni les techniques, les cadres et les moyens. La sphère financière née de la dérégulation échappe dorénavant au contrôle des Etats, qui se font plutôt concurrence pour en attirer les flux. Le patrimoine investi grâce aux narcodollars est estimé par le FMI à près de 1450 milliards de dollars. Les bénéfices criminels sont trop importants pour que les agents financiers s'en désintéressent. La criminalité internationale ne peut vivre que grâce à la «bourgeoisie mafieuse» d'avocats, de banquiers et de responsables politiques, qui exploite les failles des réglementations nationales et internationales et circule à son aise dans les places offshore. Les Etats-Unis ne considèrent pas comme acte de corruption l'argent versé à un fonctionnaire du tiers-monde pour l'aider à faire son travail. Le naufrage du pétrolier Prestige au large de l'Espagne le 13 novembre 2002 a occasionné une marée noire en Galice, au Portugal, au Pays basque et sur les côtes françaises. La demande d'indemnisation s'est heurtée à une soixantaine de sociétés écrans, implantées dans six pays afin que les 6 milliards d'euros demandés au titre des dégâts soient inaccessibles. Que dire alors des sociétés écrans mafieuses?

L'interpénétration de la criminalité et du monde politique permet à celle-ci à la fois d'accéder aux marchés publics et d'obtenir une protection à l'échelle nationale (démantèlement de cellules judiciaires jugées trop efficaces, comme en Italie) et internationale (adoption de normes peu contraignantes). Les Etats, même démocratiques, ne se sont jamais interdit d'avoir des activités illicites. Le financement de la guérilla afghane antisoviétique par la Central Intelligence Agency (CIA) grâce au trafic de drogue, au grand dam de la Drug Enforcement Authority (DEA), présentait l'avantage de ne pas avoir besoin de l'aval du Congrès.

Le détournement des actifs publics par des chefs d'Etat peut être aussi considéré comme une activité criminelle internationale, et la protection des conventions de Vienne et du statut diplomatique sert parfois pour des activités mafieuses (comme pour le frère du président Zine El-Abidine Ben Ali ou la famille du chah d'Iran). La «Françafrique» avec sa corruption et ses trafics est l'exemple le plus frappant d'activité criminelle légale. L'« Angolagate »² avait toutes les caractéristiques des marchés criminels : armes, pétrole, corruption. La recherche des « biens mal acquis » par Ben Ali, Hosni Moubarak et Mouammar Kadhafi relance la guestion.

Le monde économique n'est pas préservé de ces liaisons dangereuses. Les yakusas japonais se sont fait une spécialité des interventions dans le monde des affaires et ont refusé d'assumer les pertes immobilières provoquées par la crise financière de 1997. Elles ont été couvertes par le Trésor.

MAFIAS ET SYSTÈMES POLITIQUES

Les politiques de répression de la consommation, bien qu'indispensables, montrent leurs limites, par exemple dans le trafic de drogue ou la prostitution. Les actions nationales aussi. L'Italie a démontré qu'une politique nationale donnait des résultats significatifs, mais les retours en arrière sont toujours possibles pour un gouvernement menacé par les scandales de corruption. L'angle le plus efficace reste la lutte économique et financière internationale contre l'argent sale; mais elle endommage les circuits financiers les plus

L'Union européenne, le plus grand espace économique mondial, contient elle-même des paradis fiscaux importants (les citoyens grecs frappés par la rigueur du nouveau gouvernement se voient conseiller par leurs banques de mettre leur argent à... Chypre). La troisième directive européenne anti-blanchiment de 2005, transposée en droit français par l'ordonnance du 30 janvier 2009 permettant la saisie de biens et de capitaux mafieux à la demande d'un pays tiers, n'est pas encore applicable partout de la même façon, et si Europol est devenue une agence européenne en 2010, Eurojust (agence de coopération judicaire) a du mal à fonctionner.

Un certain nombre de conventions internationales ont vu le jour dans le cadre de l'ONU, dont celle de Palerme en 2000, qui définit le crime transnational organisé, et celle de Merida contre la corruption en 2003. Mais peu d'entre elles ont mis en place de réels mécanismes de suivi, comme l'a fait la convention OCDE de 1997 contre la corruption des agents publics. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), organisme intergouvernemental créé en 1997, développe des pratiques anti-blanchiment et dresse la liste sélective des paradis fiscaux. Certaines réussites récentes sont encourageantes : les « diamants de sang » tirés des crises graves de pays producteurs (Sierra Leone, Liberia) sont ainsi assez bien contrôlés.

1 Rome attribue l'assassinat de six Italiens le 15 août 2007 à Duisburg, en Allemagne, à la Ndrangheta, association criminelle qui compterai environ 5 000 membres soit l'équivalent de Cosa Nostra, mais pour un territoire dix fois moins peuplé que la Sicile). La Ndrangheta n'a par exemple jamais ouvertement défié l'Etat en organisant des attentats spectaculaires sur le modèle des bombes qui ont tué les juges anti-mafia Falcone et Borsellino en 1992.

affaire de vente d'armes soviétiques d'un montant total de 790 millions de dollars au gouvernement angolais du président José Eduardo dos Santos, en 1994, pendant la guerre civile, marché pour lequel de nombreuses personnalités françaises auraient touché des commissions

2. L'Angolagate est une

Jean de Maillard, La criminalité financière en images, Stock, Paris, 2003.

Jean-François Gayraud « Crises financières la dimension Défense nationale et sécurité collective, Paris, 2008.

Francesco Forgione, Actes Sud, Arles, Ah! les beaux jours...

L'année 2010 a été particulièrement meurtrière au Mexique avec 15273 tués, soit cinq fois plus que les soldats alliés morts en Afghanistan depuis dix ans. Et les affaires fleurissent, puisque, selon le rapport 2010 d'Eurojust, Europol et Frontex, les revenus du crime organisé en Europe seulement seraient de 135 milliards d'euros, supérieurs au PIB total de six Etats membres. On connaît les limites de la lutte contre les produits du crime organisé (drogues, prostitution, trafic de faux...). S'attaquer à l'argent serait la solution. Mais le veut-on? Le sénateur américain Carl Levin a proposé d'instaurer une « présomption d'irrégularité » dans le fait de se servir de l'opacité d'un paradis fiscal, ce qui reviendrait à exiger de tout utilisateur d'un paradis fiscal qu'il prouve, en cas d'enquête, le but licite de son séjour. C'est sans aucun doute le meilleur moyen de soulever le voile et de s'attaquer à l'argent sale. Mais, selon le même sénateur démocrate, 83 % des plus grandes entreprises américaines auraient des liens avec les «paradis fiscaux». Il constate aussi que l'argent des dictateurs étrangers, des trafiquants ou des corrompus peut se placer tranquillement aux Etats-Unis, en dépit des lois anti-blanchiment adoptées après le 11-Septembre. Les défenseurs de la place financière de New York et quelques Etats spécialisés s'en prennent à l'«hystérie socialiste des démocrates». Le crime organisé a encore de beaux jours devant lui.

En l'absence de gouvernance de la mondialisation, le crime organisé est un acteur jouant sur les différences entre normes juridiques et réglementaires nationales. Le trafic lucratif et peu risqué des cigarettes en Europe porte sur des produits autorisés.

Le sommet du G20 de Washington en 2008 a pour la première fois traité du crime organisé et des paradis fiscaux – sous pression de la crise financière. Celle-ci a vu se multiplier les scandales (Madoff, Galleon, Lehman). Ils montrent, selon l'expression de Preet Bharara, procureur de Manhattan sud, «une inquiétante disposition [de Wall Street] pour le crime». S'attaquer à l'argent de la criminalité supposerait donc un contrôle accru des flux financiers internationaux, même sur les grandes places financières mondiales. Mais le budget de la Securities and Exchange Commission (SEC), organe de contrôle de la Bourse, a été réduit de 222 millions de dollars en 2011.

La sécurité internationale et la géopolitique criminelle entretiennent des rapports compliqués: les talibans avaient considérablement réduit la production afghane d'opium, et l'Iran islamiste lutte avec vigueur contre le trafic de drogue en provenance du Pakistan. L'argent du crime organisé est d'abord utilisé pour corrompre les forces de sécurité et les responsables politiques, menaçant les processus de transition démocratique dans de nombreux pays. La guerre contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive (ADM) crée un « effet de diversion », erreur stratégique majeure. On ne peut adhérer au rapport du Conseil national de sécurité, pris dans l'émoi des attentats du 11 septembre 2001, qui fait de toute activité illégale une menace pour la sécurité des EtatsUnis (résolutions 1373 du 28 septembre 2001 et 1540 du 28 avril 2004) par le biais des activités terroristes ou des ADM. Au Mexique, la guerre de deux des quatre gangs majeurs mobilise 100000 hommes de main (presque autant que l'armée), et la violence aurait fait 25 000 morts de 2006 à 2010, soit sept fois plus que les attentats du 11-Septembre. Elle augmente encore puisque, en 2010 seulement, elle aurait fait près de 15000 victimes. Or les armes des mafias mexicaines sont achetées dans l'une ou l'autre des 100000 armureries des Etats du sud des Etats-Unis, et le lobby des armes empêche toute mesure de contrôle. Cette menace est plus grave que l'Afghanistan pour les Etats-Unis, mais moins électorale.

La dimension criminelle des crises financières peut conduire à quelques changements. Selon Maria Costa, directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), des indices laissent penser que des milliards de dollars « provenant du trafic de drogue et autres activités illégales » ont servi à secourir certaines banques. Il a précisé avoir la preuve que les produits de la criminalité organisée ont été les seuls «capitaux mis à la disposition de certaines banques au bord de l'effondrement en 2007».

Réguler les flux bancaires risque donc d'être plus difficile que d'arrêter les chefs mafieux. « La différence entre une organisation criminelle et une mafia, [c'est] que la seconde a un rapport structuré avec le système économique et politique », explique Francesco Forgione, ancien président de la commission parlementaire anti-mafia italienne. C'est ce qui fait la difficulté d'une lutte efficace contre ce fléau. L'Atlas

